



L'Avis en rouge

LE JOURNAL DES COMMUNISTES DE MOSELLE
#03 / FÉVRIER-MARS 2022

Édito / Augmenter les salaires et les retraites

La réelle nature du système capitaliste se résume en 3 chiffres : le salaire minimum a bénéficié d'une infime augmentation de 2,2 % (oct. 2021) quand l'augmentation des salaires fixes ou intéressements des grands patrons a progressé de 30 % en moyenne et que la rémunération des grands actionnaires du CAC40 a bondi de 40 % ! La colère populaire contre ces injustices est légitime. Ces injustices sont la conséquence de la nature même du système.

Il y a bientôt 2 ans, les grands patrons s'engageaient à réduire leur rémunération « par solidarité ». Une promesse vite oubliée... Les grands groupes français ont même réussi un tour de force : capter une grande partie des aides publiques – dont ils n'avaient pas forcément besoin – sans aucun engagement social, fiscal ou environnemental, tout en continuant à supprimer des emplois et à se verser de généreuses dividendes.

L'immense majorité des familles se serre déjà la ceinture. Elles subissent de plein fouet les hausses de prix des produits de première nécessité : denrées alimentaires, tarifs de l'énergie, envolée du carburant. Le capitalisme tente, une fois de plus, de faire progresser ses profits sur le dos des salariés par l'augmentation des prix.

La rémunération du travail est un enjeu central du débat public que beaucoup entendent évacuer, lui préférant des idées nauséabondes. Le racisme et la promotion de la haine n'ont jamais résolu les problèmes sociaux. Ils ne peuvent conduire qu'au pire.

La question de la revalorisation des salaires est portée par de nombreuses mobilisations sociales : santé, action sociale, transports (Kéolis, Tamm), commerce, etc. Tous les salariés ont raison de se mobiliser. Les propositions de Fabien Roussel vont dans le même sens, avec son pacte pour l'emploi et les salaires.

Notre pays a besoin d'une nouvelle ambition sociale en rupture avec les logiques libérales de droite ou de gauche. L'heure doit être au progrès social, conjugué avec l'indispensable bifurcation environnementale. Cela suppose de faire progresser la démocratie pour maîtriser notre économie, nos industries et notre agriculture. Les luttes sociales et populaires portent, mieux que personne, l'intérêt général. Cet intérêt général que défendent, au quotidien, les élus et militants communistes et leur candidat, Fabien Roussel.

// Jacques Maréchal, secrétaire départemental du PCF57

Sources des chiffres : L'Hebdo des AG, Observatoire des multinationales

p4 / DOSSIER

COMBATTRE L'EXTRÊME DROITE

Le constat est amer. Comment le pays des droits de l'Homme a pu, lentement mais sûrement, basculer à ce point, dans ses débats politiques, vers les idées d'extrême droite ? Matraquage idéologique quotidien, thèses d'ultra-droite relayées par les chaînes de télé et réseaux sociaux, mise en avant de chroniqueurs ou d'intellectuels « vedettes » qui sèment la haine... la contamination semble toucher une grande partie de l'électorat français. En utilisant la souffrance de ceux qui subissent la crise de plein fouet, l'extrême droite ne se fraye plus simplement un chemin, elle s'ouvre un boulevard. Plus un jour ne passe sans que ses thèmes favoris soient au menu : islam, immigration, sécurité, etc. Même les candidats républicains surenchérissent sur les mesures à prendre pour essayer de garder/capter des électeurs. Les grandes questions dignes de notre nation sont oubliées. Quels choix économiques et sociaux pour une France de l'égalité et de la solidarité demain aujourd'hui ? Les élections approchent. Exigeons la fin de la dictature de la finance, une révolution du travail, un nouveau modèle de développement, la conquête de l'égalité réelle et la souveraineté du peuple pour notre pays !





ESPACE JEAN-BURGER À HAGONDANGE Suivez le programme !

La récente association **Espace Jean Burger**, du nom du résistant communiste mort en déportation, a lancé sa 1^{ère} initiative en octobre 2021 : un séminaire sur Marx, penseur de l'émancipation. Il était animé par Jean Quétier, professeur de l'Université de Strasbourg et rédacteur en chef de la revue *Cause commune*. Une quarantaine de personnes ont participé et les débats étaient très riches. Pour plusieurs d'entre elles, et notamment de récents adhérents, cette rencontre avec Marx était une découverte : une belle réussite pour lancer une dynamique nouvelle et « grandir » ensemble !

Créée par les communistes, l'association a pour objet de contribuer au mouvement social de transformation, dans la visée d'une société de libération humaine en Moselle. Elle s'appuiera, pour cela, sur l'organisation de **temps de débat, d'éducation populaire et d'initiatives culturelles** à destination des adhérents, mais pas seulement. Elle entend être un **outil de formation militante**, comme le précise Lucien Ragaïne, son secrétaire : « *Nous disposons de très beaux locaux, qui peuvent servir à former, mais aussi à accueillir des actions de solidarité concrètes pour aider la population. Nous avons, par exemple, déjà organisé une collecte pour les étudiants. La salle peut aussi être mise à disposition pour des événements associatifs ou privés* ».

Ce rendez-vous marquait le début d'un cycle de séminaires. Le premier de 2022 était consacré à la situation de la gauche en Israël. Il était animé par Thomas Vescovi, chercheur indépendant en histoire contemporaine et enseignant en histoire-géographie dans le secondaire en Moselle, mais aussi auteur de l'ouvrage *L'échec d'une utopie. Une histoire des gauches en Israël*.

Plusieurs thématiques prioritaires ont été évoquées pour la suite : économie, fiscalité, démocratie, écologie, féminisme, pratiques militantes, etc. **Suivez la programmation sur les réseaux sociaux et le site de la fédération mosellane !**

Espace Jean Burger
locaux du PCF57 à Hagondange
espace.jeanburger@gmail.com



Découvrez les signataires de cette tribune, dont Jacques Maréchal, secrétaire départemental du PCF57, fait partie, sur notre site Internet et diffusez largement son contenu !



Manifestation à Metz avec le collectif Stop Amazon Augny, nov. 2020 © Républicain lorrain, M. Golini

TRIBUNE COLLECTIVE

Débattre et agir pour des alternatives à Amazon

Black Friday. Amazon jubile. Ce géant états-unien mène une stratégie à long terme, multiplie ses implantations XXL partout dans le monde, veut "rattraper son retard" en France. Mais **son modèle économique est contesté comme jamais : manifestations, pétitions, recours en justice, prises de positions d'élus s'amplifient**. Les aspects voilés de ses projets sont démasqués. Méfaits sur le climat et l'environnement (camions, avions, artificialisation des sols), conditions de travail des salariés (pénibilité, précarité, répression), profits records, évasion fiscale, désertification des centres villes : tel est leur univers impitoyable. À cela s'ajoute une grave inquiétude sur la maîtrise des données accaparées par l'entreprise (à lire : *Le système Amazon, une histoire de notre futur*, Alec MacGillis, 2021).

Ce modèle est incompatible avec notre combat pour l'humain et la planète. Le développement d'Amazon est porté non seulement par les révolutions numériques, mais surtout par un consumérisme exacerbé et compulsif. Ce n'est pas le seul avatar d'un capitalisme de plateforme cynique : la libéralisation des transports de colis, les démantèlements des services publics, postal et ferroviaire, ouvrent aussi un boulevard à ces appétits.

Certes, plusieurs opérations sont abandonnées ou suspendues (Loire-Atlantique, Gard, Haut-Rhin), d'autres en attente (Rhône, Haut-Rhin). Mais, à plusieurs endroits, Amazon a réussi son installation, malgré les protestations et actions des associations, des syndicats, des communistes et d'autres partis politiques. C'est le cas en Moselle. Les promoteurs du projet annonçaient 3 000 emplois, on n'en évoque plus que 1 000, dont une partie serait externalisée ou en auto-entrepreneuriat. En revanche, les plus de 300 véhicules supplémentaires par jour seront bien au rendez-vous ! **Il faut passer à un niveau de lutte supérieur et proposer autre chose.**

D'abord se défendre localement. Lorsqu'une nouvelle plateforme ouvre, il faut **obliger la puissance publique à intervenir** le plus rapidement possible pour réguler cette activité et réduire ses effets néfastes : limitation du trafic nocturne pour préserver la santé des salariés et des riverains, élaboration d'un nouveau plan de déplacement urbain, recours au ferroviaire. Ensuite, **ne pas sous-estimer les capacités d'indignation, d'action et de propositions, aux niveaux local, national, international**. Salariés, travailleurs ubérisés, petits commerçants, libraires, élus locaux, sont disponibles. Même les institutions européennes ou états-uniennes s'inquiètent de voir ces compagnies supplanter les États, elles préparent un "Digital market act". L'initiative "Make pay Amazon" contre l'évasion fiscale est intéressante.

Il nous semble temps de lancer un grand débat pour proposer des alternatives, avec des services publics de qualité, des structures de proximité, une sécurité d'emploi et des pouvoirs nouveaux aux salariés et citoyens afin de décider des productions à partir des besoins réels des populations dans le monde d'aujourd'hui.



ESPAGNE

Une communiste au gouvernement, ça change tout pour les travailleurs !

En 2020, pour la première fois depuis 1939, deux communistes sont entrés au gouvernement espagnol, à la faveur d'une alliance avec les socialistes. Alberto Garçon a été nommé ministre de la Consommation, et Yolanda Díaz détient le portefeuille du Travail. Depuis son arrivée dans ce ministère, Yolanda Díaz a pour objectif d'améliorer la situation des travailleurs dans un pays gravement touché par la crise financière de 2008, puis, dans un second temps, par la crise de la Covid-19. En l'espace d'un an et demi au gouvernement, elle a déjà obtenu plusieurs victoires pour les salariés espagnols.

Dans le contexte de pandémie, elle a réussi à instaurer un ensemble de mesures visant à **protéger les travailleurs** : interdiction des licenciements liés à la crise sanitaire, adoption d'un ensemble de garanties pour les salariés en télétravail, et notamment d'un droit à la déconnexion.

Elle cherche aussi à **améliorer le pouvoir d'achat des plus précaires**, dans un pays où les travailleurs pauvres sont très nombreux : le salaire minimum espagnol, s'il reste plus faible qu'en France, a augmenté de 5,5 % en 2020. Par ailleurs, elle est revenue sur des mesures mises en place par les gouvernements de droite précédents, qui facilitaient les licenciements. Grâce à son action, la loi autorisant les patrons espagnols à licencier un employé lorsqu'il était en arrêt maladie plus de huit jours sur deux mois a été supprimée.



La ministre communiste souhaite aussi **encadrer l'ubérisation de l'économie**, qui met à mal les droits des travailleurs. L'Espagne est ainsi l'un des premiers pays à avoir adopté une loi obligeant les entreprises ayant recours à des travailleurs indépendants (Deliveroo, Uber, etc.) à les salarier. Elle s'est enfin attaquée à un autre problème : les **conditions de vie indignes des travailleurs immigrés**, notamment dans le secteur agricole. Pour cela, elle a débloqué des moyens supplémentaires pour que les inspecteurs du travail puissent se rendre sur le terrain et faire respecter les droits des travailleurs étrangers, suscitant au passage la colère du patronat. Cette bataille se poursuit encore.

L'exemple de Yolanda Díaz nous montre que la présence de communistes au gouvernement améliore grandement la situation des salariés, de deux façons. En leur garantissant des protections nouvelles et en améliorant leur pouvoir d'une part, mais aussi en luttant contre les nouvelles formes d'exploitation comme l'ubérisation d'autre part.

FRANCE-LUXEMBOURG

La France doit porter des exigences nouvelles



Les relations franco-luxembourgeoises sont devenues un élément structurant de la vie régionale. Elles produisent des effets qui façonnent toute la vie économique, sociale de la région. La 6^e conférence intergouvernementale du 19/10/2021 à Esch-Belval était un RDV important pour la Lorraine et sa population. Plusieurs ministres français et luxembourgeois s'y sont donnés rendez-vous. Une occasion pour le PCF de renouveler sa demande de mise en place d'une compensation financière versée par la Grand-Duché aux collectivités locales de résidence des travailleurs frontaliers.

En effet, Le développement économique du Luxembourg repose sur le travail frontalier : sur 442 000 salariés, plus de 210 000 sont des travailleurs frontaliers, dont 112 000 français. **Le Luxembourg utilise cette main d'œuvre fournie par les pays voisins sans partager la richesse produite** par ces salariés, et c'est l'une des clés de sa prospérité.

Or, la massification des flux transfrontaliers entraîne de nombreuses inégalités et difficultés supplémentaires pour le territoire lorrain. Des milliers de français travaillent en France sous le statut de travailleur détaché par une entreprise luxembourgeoise, sans cotiser à la sécurité sociale française et sans y payer d'impôts. Le Luxembourg recrute une main d'œuvre de plus en plus qualifiée sans participer à sa formation. Des entreprises lorraines délocalisent également leur siège au Luxembourg par commodité fiscale et sociale. La situation des communes frontalières est inquiétante et mérite un examen particulier et urgent.

Tout cela appelle une remise à plat de ce modèle. Les directives européennes ont encouragé la libre circulation de

la main d'œuvre, sans se soucier des effets produits. **Il y a urgence à inventer autre chose, un nouveau modèle d'échanges transfrontaliers est nécessaire.** Il doit prendre en compte, en 1^{er} lieu, les besoins de la population et des territoires.

Les communistes demandent la mise en place d'une **compensation financière** versée par le Grand-Duché aux collectivités locales de résidence des frontaliers. Ce financement pourrait contribuer à la construction d'une politique de codéveloppement équilibré, afin de répondre aux besoins de la population. La France doit exiger cette compensation qui est une nécessité pour nos collectivités locales. La construction européenne et les échanges bilatéraux doivent rompre avec les logiques du passé. Les échanges franco-luxembourgeois doivent être porteurs d'un nouveau modèle de développement intégrant les exigences sociales et écologiques, en rupture avec les logiques libérales de mises en concurrence des salariés et des territoires.

Le PCF Lorraine, à travers ses élus et militants, travaille dans cette perspective et formulera des propositions.



SOCIÉTÉ / POLITIQUE

COMBATTRE

L'EXTRÊME DROITE

ce mouvement mortel pour notre démocratie

Hier comme aujourd'hui les communistes se doivent d'être dans l'action au quotidien contre la propagation des idées d'extrême droite. Chaque jour, dans le cadre du travail, de nos engagements associatifs, mais aussi au sein de nos cercles amicaux et familiaux, la bataille des idées est rude face aux mensonges et thèses conspirationnistes qui se développent dans un environnement de néolibéralisme violent et de pandémie mondiale.

Encouragée par une extrême droite dont le principal mouvement (le Front national, rebaptisé Rassemblement national en 2018) réussit à passer de 4,5 millions de suffrages aux présidentielles de 1995 à 10,6 millions au 2nd tour des dernières présidentielles, **la contamination par les idées d'extrême droite de nombreux électrices et électeurs atteint un niveau record** depuis la chute du nazisme et du pétainisme.

Malheureusement, **les femmes votent dorénavant autant Le Pen que les hommes**, ce qui renforce l'ambition de normalisation de ce parti pourtant conservatiste, voire patriarcal. Les récentes affiches du RN démontrent également une **stratégie par le changement de ton** : disparition du logo et du nom Le Pen, remplacé par « ma France » avec l'adjectif positif « apaisée », et, dernièrement, un changement encore plus radical avec la disparition de la couleur bleue et du mot « France ».

L'actualité politique vient encore aggraver ce phénomène de popularité des représentants de cette extrême droite pétainiste, raciste et fasciste avec la montée en puissance d'Éric Zemmour, qui débarque sur le « marché de l'extrême droite » en reprenant les théories de Le Pen-père, ainsi que ses anciens amis et réseaux. **Il développe la théorie du grand remplacement, qui ne repose d'ailleurs sur aucun fait objectif, mais bien sur des émotions et une xénophobie et un racisme assumés.**

La proposition défendue par les députés communistes afin de rendre inéligible toute personne condamnée pour propos raciste était de salut public, mais n'a pourtant pas recueilli la majorité des suffrages, alors qu'elle « relève du bon sens », comme le veut l'adage sur bien d'autres sujets. Scandaleux !! Le PCF, quant à lui, porte ses valeurs de solidarité et de refus de toute discrimination et combat résolument le fascisme partout et cela depuis son origine !

La banalisation des idées d'extrême droite est donc un véritable fléau, et c'est en partant du passé, de l'histoire sociale, de nos analyses et propositions, que nous combattons résolument l'extrême droite, ses idées, ses pratiques.

Il est donc nécessaire de **faire savoir à quel point ce mouvement est dans le camp du capital**. Sa stratégie de charme envers les travailleurs, en s'appuyant sur des thématiques sociales, ne tend qu'à un objectif électoral.

Face à une mondialisation capitaliste sans règles environnementales et sociales justes, l'extrême droite veut mettre en place un capitalisme national de taille moyenne, en se gargarisant même d'être l'ennemi du grand capital et des « mondialistes et européistes ». Rien à en attendre pour les personnes ne vivant que de leur travail. Son ambition unique est la conquête du pouvoir et la mise en place d'un État fort (les questions programmatiques ont toujours été secondaires pour les fascistes).

Il suffit de regarder leur dernier vote au Parlement européen, qui vient d'adopter, à une large majorité (443P, 192C, 58A), des amendements qui améliorent grandement le projet initial de la Commission européenne sur les salaires mini en Europe. Les votes du RN (23 députés) sont édifiants : 100 % du groupe a voté contre ces amendements (tout comme chez leurs amis belges d'ailleurs !).

Enfin, le RN fait preuve d'un **opportunisme flagrant sur certains sujets graves** : sur les hôpitaux par exemple, pas un mot dans le programme de 2017 alors que les fermetures de lits battaient déjà leur plein. Pourtant, depuis la crise sanitaire, leur communication sur le sujet laisse apparaître une volonté de renforcer significativement les personnels, de revaloriser les salaires, mais aussi d'adosser des cabinets médicaux libéraux aux services urgences...

ALERTE

egalitecontreracisme.fr (rubrique « Je veux alerter » pour savoir comment agir si une scène à laquelle vous assistez va trop loin, ou porter plainte).

LIRE & S'INFORMER

Lutter contre le racisme, débats, enjeux et controverses d'aujourd'hui, LDH, 2021
Des mots pour combattre le racisme, J. Magana, A. Messager, 2020
Le Racisme expliqué à ma fille ; 20 ans après, ce qui a changé, T. Ben Jelloun, 2018
Le complotisme : décrypter et agir, D. Desormeaux, J. Grondeux, 2017
Le Transfert d'une mémoire : de l'Algérie française au racisme anti-arabe, B. Stora, 2016





le 12 juin 2021,
dans 140 villes,
partout à travers le
pays, des marches
Pour nos libertés,
contre les idées
d'extrême droite ont
fait raisonner
l'espoir et la
solidarité
© T. Coex, AFP

LA PAROLE À CELLES/CEUX QUI SONT SUR LE TERRAIN

LES VRAIS CHIFFRES DE L'IMMIGRATION

1 français sur 3
a des origines étrangères
sur 3 générations

32,2 %
des immigrés
arrivés en France
sont nés en Europe

47,5 %
sont nés en Afrique



6,8 millions
d'immigrés vivent en France
soit environ 10 % de la population

2,5 millions
ont acquis la nationalité française

Leur **solde migratoire**, c'est-à-dire la différence entre le nombre d'immigrés entrés sur le territoire & ceux qui en sont sortis au cours de l'année ou sont décédés (environ 60 000 d'entre eux meurent chaque année en France), est d'environ **139 000 personnes/an** (400 000 d'après Zemmour...). Ce chiffre se base sur la dernière année de recensement (2017), mais il a connu une baisse de l'ordre de 20 % en 2020 du fait de la crise sanitaire.

1 %
c'est la contribution
budgétaire des
personnes nées à
l'étranger

les **impôts payés** par les
immigrés sont **+ élevés**
que les dépenses
pour leur protection
sociale, leur santé, leur
éducation cumulés

13 %
la France est le pays
d'Europe de l'Ouest où
le taux d'immigration
est le plus faible

14 % au Royaume-Uni
19 % en Allemagne

elle arrive au **16^e rang**
dans l'Europe des 28
& au **26^e rang** en matière
d'accord du statut
des réfugiés

Ne l'oublions jamais : derrière ces statistiques, derrière ces flux, on parle d'êtres humains, d'hommes, de femmes et d'enfants avant toute chose

Sources : Insee, Ined, OCDE, 2020



► Depuis la prise de contrôle du parti par Marine Le Pen, le Front national se targue d'être le parti des « petits », des opprimés, et de défendre ceux qui souffrent des ravages du libéralisme et de la mondialisation capitaliste. Mais au-delà de ces beaux discours, la réalité est toute autre : la preuve à Hayange, avec la bataille menée par le maire RN, Fabien Engelmann, contre l'antenne locale du Secours populaire. Anne Allievi, 62 ans, infirmière à Knutange et bénévole au Secours populaire de Hayange, nous raconte :

J'estime à plus de 200 familles, tant françaises qu'immigrées, le nombre de bénéficiaires des services de cette association caritative. En plus de la distribution d'aide alimentaire, celle-ci accompagne les bénéficiaires dans leurs démarches administratives afin de faciliter leur insertion. Il s'agit donc d'une organisation indispensable dans la vie locale, a fortiori dans une commune où le taux de pauvreté s'élève à 18 % (14 % au niveau national) !

Mais le maire RN de la ville a décidé de mener bataille contre le **Secours populaire dès 2015** : il lui reproche d'aider les étrangers, de faire de la politique et de défendre des idées « anarcho-communistes. Pourtant, face à la détresse des gens, on n'a pas le temps de faire de la politique !

Les attaques se durcissent encore à partir de 2016 : le maire ordonne à l'association de quitter ses locaux, mis à la disposition du SPF et des Resto du cœur par la mairie depuis 1978. Il **coupe l'électricité du local**, entraînant la perte de denrées alimentaires périssables stockées au frais, il **coupe le chauffage** aussi et fait retirer l'enseigne. Mais la justice est saisie, et Engelmann est sommé de rétablir courant et chauffage et de remettre l'enseigne en place. Sur le plan judiciaire, l'affaire est toujours en cours : le maire est allé en cassation.

Pendant ce temps, le Secours populaire a pu continuer son indispensable action, malgré un hiver entier sans chauffage, mais c'est une situation de « pourrissement » : **l'association ne bénéficie plus de l'aide logistique de la mairie** pour organiser les stocks alimentaires, et elle a été blackboulée du répertoire des associations locales édité par la commune. Elle n'a plus le droit de participer aux événements organisés par la municipalité. Cela lui fait perdre en visibilité et éloigne d'elle des populations fragiles qui pourraient bénéficier de ses services.

Ce parti révèle au grand jour son orientation d'extrême-droite en décidant qu'une association caritative, qui a prouvé son utilité pour les plus démunis, doit mourir...

QUI TACET CONSENTIRE VIDETUR / QUI NE DIT MOT CONSENT

C'est dans les médias, c'est partout autour de nous dans les conversations, c'est à table en soirée, ou encore dans les transports en commun, et même dans les cours d'école. Comment ? Comment, au cœur du pays des Lumières, au cœur de l'Europe des Droits de l'Homme, des discours portant la haine de l'autre peuvent-ils s'insinuer, pire, s'installer, si aisément ? Et comment lutter contre cette stigmatisation et ce racisme ordinaire ?

La théorie de la fenêtre d'Overtone¹ désigne le spectre du discours acceptable par l'opinion publique d'une société à un instant donné. La métaphore nous invite à regarder à travers une fenêtre : ce que l'on voit à l'intérieur, ce sont les idées considérées comme politiquement correctes (qu'une personnalité politique peut donc proposer sans être considérée comme trop extrême) ; ce qui est à l'extérieur, c'est l'inacceptable.

Les sphères d'extrême droite ont compris très tôt qu'il était dans leur intérêt d'investir l'espace médiatique et d'élargir la fenêtre pour se rendre audible et arriver aux portes du pouvoir. La technique est simple et repérable : **exagérer, tenir des propos indécents et provocateurs, pour relativiser des idées radicales.** Aux États-Unis, Trump en a fait sa spécialité, avec ses tweets compulsifs et ses phrases-chocs. En France, nous avons (entre autres) Zemmour - on se souvient de ses discours polémiques dans *Ça se dispute* et *On n'est pas couchés* - et Le Pen - qui a réussi à crédibiliser son discours en s'éloignant de l'image extrémiste de son père avec un champ lexical certes plus doux, mais non moins agressif. Et derrière eux, des équipes de communicants bien rôdées, dont la mission consiste à faire bouger la fenêtre grâce à des techniques insidieuses.

En propageant des **chiffres/idées reçues complotistes et infondés**, par exemple. Ces fameuses phrases que l'on entend partout et qui s'affichent sur les réseaux sociaux font leur chemin : « 400 000 immigrés par an, sans parler des clandestins », « 50 milliards d'€ de fraude à l'aide sociale », « une famille au RSA gagne plus qu'une famille qui bosse ». De là à convaincre que la théorie du grand remplacement de Renaud Camus², marginale il y a encore 10 ans, est à l'œuvre, il n'y a qu'un pas...

Les médias font le reste. Certains réutilisent le discours entendu sans le décortiquer, rendent omniprésentes des personnalités au discours raciste, voire négationniste, et le banalisent par la même occasion. La démocratie et la liberté d'expression sont souvent invoquées pour justifier cette mise en avant médiatique. À tort : la loi Pleven du 1^{er} juillet 1972 condamne les injures, diffamations à caractère raciste et provocations à la discrimination, à la haine ou à la violence raciale. **Les propos racistes ont donc cessé d'être des opinions et constituent des délits.** Ils peuvent être punis d'une amende (jusqu'à 45 000 € pour diffamation raciale publique) ou de prison ferme. Pour autant, certains médias contribuent bel et bien, plus ou moins sciemment, à faire bouger (très à droite) le cadre de l'« acceptable » en matière de radicalité. À force d'oublier de s'en offusquer, le public est devenu si docile à certaines idéologies que Zemmour est passé de chroniqueur à candidat aux présidentielles... Il appartient pourtant à chacun de changer de chaîne, boycotter, se tourner vers des médias plus sérieux.

Il faut aussi rappeler sans cesse, et surtout aux jeunes générations, que **l'indifférence est une tentation permanente** à laquelle il est facile de céder si l'on y prend garde. L'indifférence, c'est ne pas s'indigner, ne pas se lever quand, face à soi, quelqu'un exprime des pensées xénophobes ou que l'on assiste à une injustice. **La Mémoire et l'Histoire, la tolérance, la solidarité, l'ouverture à l'autre et le développement de l'esprit critique, sont autant de remparts à l'extrême droite qu'il nous appartient d'édifier.** Contre les discours de haine, stigmatisations et discriminations, c'est à chacun de nous de dire stop. Et petit à petit, la fenêtre bougera à nouveau.

A VOIR Les points sur les i, la rhétorique complotiste - Clique, Canal+, 2020 : <https://youtu.be/dKDyeEP-E9c>

R Marine Le Pen, experte de la manipulation, Envoyé spécial, 2016 : <https://www.dailymotion.com/video/x3mkma0>

¹ du nom de Joseph P. Overton (1960-2003), juriste et lobbyiste américain

² écrivain d'extrême droite, condamné en 2014 pour provocation à la haine et à la violence



A31 BIS / Un projet climaticide !

La lutte contre le réchauffement climatique est une obligation qui devrait s'imposer à toute décision publique, et en particulier lorsqu'il s'agit de décider d'infrastructures qui contribueront à aménager le territoire pour de nombreuses décennies. Nous savons qu'une course de vitesse est engagée au niveau de la planète pour freiner le réchauffement climatique. À ce jour, La France se contente de belles déclarations, mais dans les faits les décisions restent prisonnières des schémas anciens. Le projet de l'autoroute A31 bis en est l'illustration.

Depuis 30 ans, les pouvoirs publics observent la massification du travail frontalier vers le Luxembourg sans anticiper sur ces flux et sans construire des réponses adaptées aux exigences d'aujourd'hui et de demain. Dans ces récentes déclarations, le préfet de Moselle « oublie » tout simplement la prise en compte de la lutte contre le réchauffement climatique. **Dans sa version actuelle, le projet de l'A31bis est un projet climaticide.** En France, 31 % des émissions de gaz à effet de serre sont imputables aux transports, et en particulier aux transports routiers et autoroutiers. Il est donc indispensable de construire d'autres réponses, qui permettent une décroissance des flux de véhicules. Des dizaines de milliers de mosellans seront victimes des pollutions supplémentaires engendrées par l'augmentation de trafic. **Dans ce dossier, l'État n'est pas stratège et incapable de financer les investissements nécessaires.**

Il est donc urgent de changer de logiciel pour élaborer des solutions respectueuses des usagers, des populations concernées et des générations futures. Il s'agit, en premier lieu, d'**investir massivement dans le ferroviaire et les transports collectifs.** En second lieu, il faut **réduire le trafic de marchandises** sur cet axe en développant le fret ferroviaire et fluvial. Enfin, il est nécessaire de **simplifier le télétravail** pour les frontaliers. Augmenter le nombre de télétravailleurs, c'est aussi réduire le volume de véhicules en circulation.

Il est scandaleux que la dernière conférence intergouvernementale franco-luxembourgeoise n'ait pas examiné ces questions. L'avenir de la Moselle, du Luxembourg, et celui de la planète sont indissociablement liés ! La lutte contre le réchauffement climatique appelle la remise en cause des logiques du passé. La décision publique peut devenir vertueuse en réduisant le trafic autoroutier pour favoriser la transition écologique. Notre pays doit se donner les moyens pour faire les investissements publics nécessaires.

Une concertation générale est prévue en 2022 pour dégager la variante préférentielle concernant le projet de l'A31bis. Le PCF Moselle, ses élus et militants s'adresseront aux pouvoirs publics pour faire entendre leurs propositions.





Grève des salariés devant l'enseigne Leroy Merlin à Houdemont, samedi 27 novembre 2021
© Est républicain

INFLATION ET POUVOIR D'ACHAT

Une augmentation générale des salaires s'impose !

Pour préserver le pouvoir d'achat des ménages déjà largement mis à mal et soutenir l'économie, via la consommation, sur fond d'inflation galopante, la revalorisation générale des salaires est un combat prioritaire. Les syndicats de salariés n'ont pas attendu la nouvelle année pour faire entendre leurs revendications, partout à travers le pays. La grande distribution est un secteur particulièrement touché par la perte de pouvoir d'achat. Les salaires y sont bas, les salariés jugés comme « facilement remplaçables ». Pourtant, certains mouvements sont victorieux. Exemple chez Leroy Merlin, où les deux semaines la grève ont fini par payer.

Combien ? 65 €/mois pour les premiers niveaux de salaire, soit une augmentation mensuelle de 4 %. C'est **25 € de plus que ce que la direction de l'enseigne avait proposé** lors des négociations annuelles obligatoires au début du mois de novembre 2021. Celle-ci ne souhaitait rehausser les salaires que de 2 %, un niveau inférieur au taux d'inflation (2,6 % d'après l'Insee).

Les salariés et l'intersyndicale (CFDT-CFTC-CGT-FO) ont immédiatement jugé cette revalorisation insuffisante et ont entamé une **grève de haute intensité** le 17 novembre. Au plus fort de la lutte, 37 magasins se sont mobilisés sur les 142 présents sur le territoire. Certains sites ont été entièrement bloqués par les grévistes, comme à Valence, par exemple. À Houdemont, près de Nancy, les salariés ont dressé leur piquet de grève avec un but précis : alerter les consommateurs sur la situation. Pour eux, une si fragile augmentation des salaires était inadmissible aux vues des résultats du groupe (rappelons que l'enseigne est la propriété de la famille Mulliez, qui possède également Décathlon, Auchan, Boulanger ou encore Flunch). De plus, des primes proportionnellement bien plus élevées et des stock-options ont été accordées aux dirigeants par les actionnaires...

Un accord a finalement été trouvé fin-novembre. **Fort de leur victoire, les 23 000 salariés ont bénéficié de leur augmentation de salaire dès le 1^{er} janvier** de cette nouvelle année. Pour calmer la gronde, les patrons se sont également engagés à doubler la prime de 100 € versée par le gouvernement et destinée aux français touchant moins de 2 000 € nets par mois.

Chez Leroy Merlin, la lutte pour les salaires va continuer, d'autant plus que l'inflation menace de passer la barre des 3 % d'ici au printemps.

► Entretien avec Grégory Cipriano, 42 ans, vendeur au secteur aménagement chez Castorama à Augny, délégué CGT, mandaté à la CMP (Commission mixte paritaire) :

Certaines enseignes de la grande distribution ont connu, fin 2021, des mouvements de grèves importants et victorieux. Comment expliquer une mobilisation aussi intense dans un secteur peu habitué à de tels mouvements sociaux ?

Les salariés de la grande distribution sont parmi les plus mal payés. La rémunération au Smic est la norme. Dans certaines branches, les rémunérations sont mêmes inférieures, car les revalorisations du Smic ne sont pas immédiatement répercutées. Avec l'inflation et la hausse du prix des carburants d'un côté et les salaires de misère de l'autre, les travailleurs sont pris en étau. La situation n'est plus tenable. Dans le même temps, les dirigeants des grandes enseignes annoncent des profits record. La famille Mulliez, qui possède le groupe Leroy Merlin, a réalisé 800 millions de bénéfices en 2020...

Quelles sont les suites envisageables à ce mouvement ?

La mobilisation victorieuse des salariés de Leroy Merlin est amenée à faire tache d'huile. Dès le début de cette nouvelle année, des mouvements semblables à celui-ci devraient éclater dans plusieurs enseignes, dans les secteurs du bricolage ou de l'ameublement par exemple. Les salariés doivent se saisir de la période électorale pour mettre la pression et imposer les questions des augmentations de salaires et du partage des richesses comme enjeux de la campagne présidentielle.

Est-ce qu'il y a d'autres motifs de mobilisation qui s'ajoutent à la question des salaires et du pouvoir d'achat ?

La question salariale est la 1^{ère} dans l'ordre des priorités dans la grande distribution. C'est quand le peuple a faim que les révoltes éclatent ! Derrière cette préoccupation, la question des conditions de travail est importante dans un secteur très précarisé, où le temps partiel subi est monnaie courante. De plus, avec la crise sanitaire, d'autres sujets suscitent l'inquiétude des salariés. Par exemple, l'imposition du pass sanitaire dans les entreprises risque de mettre le feu aux poudres !



2022 ANNÉE ÉLECTORALE CRUCIALE

Votez !

L'année 2022 sera riche en échéances électorales.

L'élection présidentielle est la 1^{ère} étape de ce marathon politique.

Les communistes soutiennent la candidature de Fabien Roussel, qui porte un programme au service des travailleurs, des jeunes, de l'emploi et du climat.

Voter pour Roussel, c'est voter contre Macron et tous les autres candidats libéraux à cette élection !



6 OBJECTIFS

- 1. Une révolution du travail et la revalorisation des salaires**
Pour une sécurité de l'emploi et de la formation
- 2. Priorité aux biens communs**
Pour des services publics & une Sécurité sociale du 21^e siècle
- 3. La jeunesse, avenir de la France**
Pour un pacte qui respecte les jeunes et engage la nation
- 4. Un nouveau modèle de développement**
Pour nous libérer des dégâts sociaux, écologiques & climatiques du capitalisme
- 5. L'heure de la révolution féministe**
Pour en finir avec les inégalités, les violences, la société patriarcale
- 6. À la conquête de l'égalité réelle et de l'émancipation**
Pour que chacun et chacune ait une vie digne, sécurisée, heureuse

ILS ONT LES MILLIARDS, NOUS SOMMES DES MILLIONS ! Le voilà le défi : réussir à convaincre autour de nous que nos vies valent plus que leurs profits, qu'une belle histoire de solidarité est à écrire...

- Découvrez le programme de Fabien Roussel pour un pacte social, écologique, républicain & relevez le défi des jours heureux sur www.fabienroussel2022.fr
- Revivez & partagez ses interventions sur la chaîne Youtube officielle PCF
- Abonnez-vous à la page Facebook : www.facebook.com/roussel2022

3 MOYENS

- 1. S'attaquer au coût du capital et à la dictature de la finance**
Prendre le pouvoir sur l'utilisation de l'argent
- 2. Bâtir une nouvelle République**
Rendre au peuple sa pleine souveraineté
- 3. Agir pour transformer l'Europe de fond en comble**
Redonner à la France une voix indépendante en faveur de la sécurité humaine et de la paix

Et n'oubliez pas, il y a une autre échéance importante en 2022 : les élections législatives. L'enjeu sera de faire élire un maximum de députés qui sauront défendre les intérêts du monde du travail. Pour cela, il faudra voter partout pour les candidats soutenus par le Parti communiste français. Nous comptons sur vous !



SUIVEZ NOTRE ACTU SUR WWW.PCF57.FR & FACEBOOK !

Fédération PCF de Moselle - 20 rue Charles Lutz 57300 Hagondange (lundi, merc., vend. de 9h à 12h)
03 87 71 40 06 / pcf57@orange.fr / www.pcf57.fr / Facebook : PCF Moselle

ISSN : 2778-9624 / publication sous licence creative commons BY-NC-SA
Directeur de la publication : Jacques Maréchal
Rédactrice en chef & conception graphique : Fanny Geoffroy
Contributions : Hélène Pochard, Pascal Debay, Julien Rock, Jacques Valentin
Imprimeur : Prim Service Metz / Tirage : 2 000 exemplaires, papier recyclé
Copyright photos : PCF57 et indiqués en légendes

